

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaines du 14 au 25 avril 2025

Fait marquant

Le gouvernement a pris le contrôle opérationnel de British Steel pour éviter la cessation d'activité des hauts fourneaux de Scunthorpe

Le Parlement, réuni en urgence le 12 avril, a adopté une [loi d'urgence](#) destinée à éviter une fermeture immédiate des hauts fourneaux de Scunthorpe, exploités par British Steel. Le ministre du Commerce et des Entreprises Jonathan Reynolds a justifié cette procédure d'urgence, très rare, par l'intention du groupe chinois Jingye, propriétaire de British Steel, de « fermer unilatéralement et irrévocablement » les hauts-fourneaux. Jingye, qui avait déjà engagé des consultations préalables à un plan social, se serait ainsi apprêté à annuler unilatéralement toutes ses commandes de combustible et de matière première.

La loi contient des dispositions exceptionnelles permettant au Department for Business and Trade (DBT) de prendre le plein contrôle opérationnel des deux hauts fourneaux de Scunthorpe. Elle permet notamment au gouvernement d'imposer à British Steel « toute mesure nécessaire à la poursuite des opérations » des hauts fourneaux, notamment la nomination de dirigeants, la fixation d'orientations stratégiques, mais aussi la réalisation de paiements aux fournisseurs et le maintien de l'emploi. En vertu de cette loi, le gouvernement a notamment mis fin au plan de suppression d'emplois prévu par Jingye et assuré la continuité de l'approvisionnement des hauts fourneaux en matière première. A ce stade, l'entreprise n'a cependant pas été nationalisée et reste détenue par Jingye.

La fermeture des hauts fourneaux de Scunthorpe se serait traduite par la suppression de 2700 emplois et par la perte du Royaume-Uni de la capacité de produire de l'acier primaire, les hauts fourneaux de Tata Steel à Port Talbot ayant été désactivés pour être remplacés par des fours à arc électrique. Pour rappel, le gouvernement a fait du soutien à la sidérurgie une priorité, promettant 2,5 Md£ de soutiens publics sur 5 ans pour la décarbonation du secteur et menant depuis

Energie-climat

Londres accueille un Sommet sur la sécurité énergétique

Les 24 et 25 avril, la capitale britannique a accueilli le Sommet sur le futur de la sécurité énergétique, co-organisé par l'Agence internationale de l'énergie et le gouvernement britannique. Réunissant près de 60 Etats et 50 entreprises, ce sommet a permis à la majorité des participants, dont la France à travers son ministre chargé de l'industrie et de l'énergie Marc Ferracci, de réaffirmer leur engagement dans la transition énergétique au nom de la sécurité énergétique. Seuls les Etats-Unis ont défendu la production d'énergies fossiles et dénoncé les objectifs climatiques comme « dangereux ».

Dans son intervention, le Premier Ministre britannique Keir Starmer a rappelé que la transition énergétique était au cœur de son programme gouvernemental et le meilleur moyen d'atteindre la sécurité énergétique. Il a également annoncé un investissement de 300 M£ de Great British Energy pour la filière industrielle britannique de l'éolien en mer.

Le gouvernement et Eni ont trouvé un accord pour la construction du cluster CCUS de HyNet

Le gouvernement britannique et l'énergéticien italien Eni ont confirmé leur engagement pour la construction du cluster de captage et de stockage de carbone HyNet situé dans la région de Liverpool à partir de 2028. Eni va construire un pipeline long de 38 miles, qui permettra d'acheminer 4,5 Mt de CO2 capturé par an initialement, puis 10 Mt CO2 par an après 2030. Ni le montant de l'investissement d'Eni, ni les modalités de soutien du gouvernement britannique n'ont été rendus publics.

L'interconnexion Greenlink (500 MW) entre l'Irlande et le Royaume-Uni est entrée en service

Les gouvernements britannique et irlandais ont célébré l'entrée en service de l'interconnexion Greenlink, qui relie la région de Cork à Pembroke dans le Pays de Galles par un câble de 190 km de long. Cette nouvelle interconnexion de 500 MW permet de doubler la capacité d'échanges d'électrons entre les deux pays, depuis la mise en service de l'East-West Interconnector en 2012. Le gouvernement irlandais souhaite poursuivre ces efforts et construire une nouvelle interconnexion avec la Grande-Bretagne d'ici 2030.

Environnement

Les zones à faibles émissions de Londres auraient permis de réaliser des économies de santé publique de 37 M£ par an

Selon une [étude](#) de chercheurs de l'université de Bath, les politiques d'amélioration de la qualité de l'air menées par le Grand Londres (dont les zones à faibles émissions) auraient réduit de 18,5 % les arrêts maladie depuis 2008 et de 10 % les cas de problèmes respiratoires. La réduction des émissions de polluants, tels que le dioxyde d'azote ou les particules fines, aurait également amélioré la qualité de vie dans la capitale et réduit le niveau d'anxiété des habitants. Au total, ces politiques auraient permis de réaliser des économies de santé publique valorisées à 37 M£ par an.

Industrie

Les droits de douane américains sur les voitures pourraient conduire à des suppressions d'emplois dès les prochaines semaines dans des usines britanniques, selon le SMMT

S'exprimant dans le cadre d'une [audition](#) devant le *Business and Trade Committee* de la Chambre des Communes, le Directeur général du SMMT, fédération des entreprises britannique du secteur automobile, est revenu sur l'effet attendu des droits de douane américains sur la filière. Il a indiqué que les constructeurs britanniques premium, dont la plupart exportent près du quart de leur production vers les États-Unis, seraient très touchés par les mesures de l'administration américaine. Selon lui, même si les licenciements restent un « dernier recours », de premières suppressions d'emplois pourraient intervenir dès les prochaines semaines chez les constructeurs concernés et leurs équipementiers.

Dressant un parallèle avec la crise du Covid-19, il appelle le gouvernement à mettre en place des mesures d'urgence pour soutenir le secteur, notamment un décalage du recouvrement de certains impôts et cotisations sociales.

Transports et infrastructures

L'aéroport de Gatwick appelle le gouvernement à accélérer l'autorisation de son projet de 2^{ème} piste

L'aéroport de Gatwick, majoritairement détenu par Vinci Airports, a appelé le gouvernement à accélérer le calendrier de sa décision finale sur l'autorisation de son projet d'extension, qui prévoit un investissement de 2,2 Md£ dans la construction d'une deuxième piste et l'agrandissement des terminaux. Pour rappel, la ministre des Transports avait indiqué en février un report à octobre de la date de la décision, alors que l'autorité d'urbanisme avait demandé à

l'aéroport de modifier son projet pour faciliter l'accès aux terminaux en transports en commun et réduire l'effet de la croissance du trafic sur la pollution sonore. Gatwick a présenté au gouvernement un projet modifié qui, sans répondre pleinement aux exigences de l'autorité d'urbanisme, devrait selon l'aéroport « permettre au gouvernement de prendre une décision avant octobre ».

Comcast annonce la création d'un parc d'attractions Universal à Bedford

Le groupe américain Comcast, [propriétaire](#) d'Universal Destinations and Experiences, et le Premier ministre Keir Starmer ont annoncé un investissement dans la création d'un parc d'attractions Universal à Bedford, dans le nord de Londres. Le parc ouvrirait à horizon 2031 et le gouvernement s'est engagé à ce qu'il puisse être relié par le futur corridor ferroviaire Oxford-Cambridge, en cours de construction. L'investissement, dont le montant n'a pas été dévoilé, aurait des retombées totales de 50 Md£ à horizon 2055, avec 8,5M de visiteurs dès la première année d'activité du parc.

Transport aérien – L'aéroport d'Heathrow a présenté des résultats en progression sur le 1^{er} trimestre 2025, avec un EBITDA s'établissant à 454M£ (+2,5% en g.a.) pour un CA de 825M£ (+2,1%). La demande « reste élevée » en 2025 et le trafic devrait dépasser cette année le record de 83,9M de passagers établi en 2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr